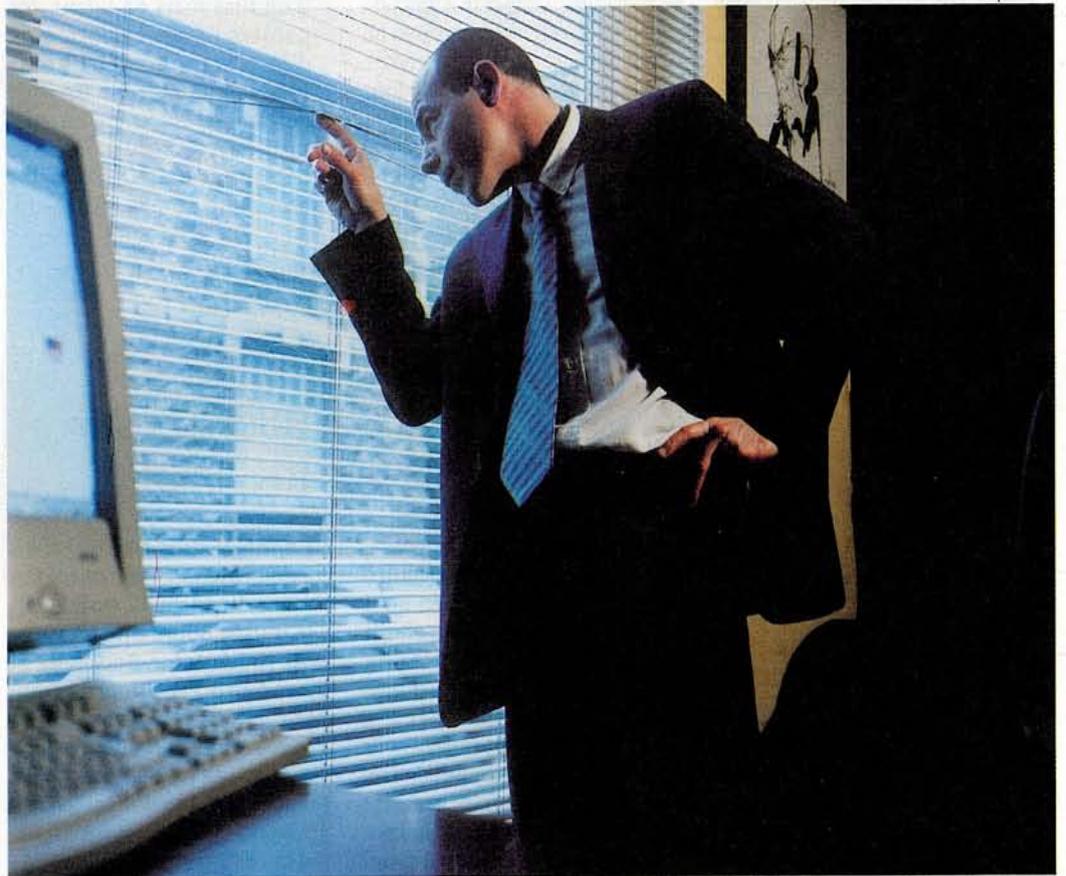


Exit les margoulin traquant les adeptes du cinq à sept jusque dans leur refuge clandestin. En vingt ans, les mœurs ont évolué et la législation aussi. Et les détectives privés recherchent la respectabilité. Preuve ? Ils apprennent le droit à la faculté de Melun, recrutent dans les rangs du deuxième sexe et réclament à l'unisson l'adoption d'un statut définissant plus précisément leurs marges de manœuvre. Car, pour l'instant, le flou est total. Chacun peut visser sa plaque à condition d'en faire la déclaration à la Préfecture. Autant dire qu'il y a urgence. Surtout que les privés ont vu leurs débouchés enfler : traque sur le web pour démasquer les pirates, enquêtes de personnalité au profit des entreprises, recherche de conjoints séparés pour non-présentation d'enfant. La liste est longue. Reste à fixer les règles du jeu.

Les illustrations de notre dossier sont de Pétillon pour le *Nouvel Observateur Paris-Ile-de-France*, les photos de Christophe Beauregard pour le *Nouvel Observateur Paris-Ile-de-France* (sauf page 16).

La filoche à

Dans son bureau du 16^e arrondissement, le superdétective Schmitt cultive des allures de Humphrey Bogart du web. **Son arme favorite : les moteurs de recherche.**



Séparé de la rue par une glace sans tain, dans le bureau hyperclean de sa maison du 13^e, Jean-Christophe Schmitt, 35 ans, est un agent privé nouvelle vague. Ni Smith & Wesson ni Beretta caché dans le tiroir. Son arme ? Une souris. Pionnier de l'investigation en ligne, internet occupe 60% de son activité. « *Ce qui n'empêche pas les recoupements sur le terrain* », rassure cet ancien réserviste du renseignement militaire devenu détective privé en 1988. Depuis 1991, où il crée France Investigation, il traque les contre-facteurs et les espions industriels, qui exploitent les failles du réseau.

Clientèle privilégiée ? Les entreprises surfant sur la Toile, comme cette jeune pousse parisienne du secteur de la santé récemment convertie au e-business. Sitôt l'ouverture de son site web, qui lui tient lieu de vitrine commerciale, les visites se multiplient. Plus : elle est harcelée de questions qui semblent dépasser la simple relation commerciale. Le gérant décide d'en appeler au cyberenquêteur Schmitt. Première étape : identifier les auteurs des mails suspects. Pour celui qui maîtrise la technologie, le web est un excellent indic. Par chance, leurs noms figurent sur les courriers. Sinon, il aurait fallu foui-

ner dans l'en-tête des messages, ces lignes de codes rébarbatives qui « *retracent tout le parcours du message depuis son origine* ».

Parmi les quatre noms inscrits sur les mails, le détective en choisit un au hasard. Il se connecte à un supermoteur de recherche (Copernic Pro par exemple), sorte de logiciel turbo-détecteur qui fonce dans la jungle du Net. Et là, bingo, il tombe sur un homonyme dans un site dédié à l'emploi. Le CV déposé sur le site en question contient des indications précieuses, dont le nom de l'ex-employeur. Schmitt prend contact et apprend que l'ex-salarié vient de rejoindre une société

l'ère de l'internet

concurrente « qui pratique une stratégie concurrentielle particulièrement offensive à l'égard de [sa] cliente » Mieux : les trois autres noms des courriers suspects correspondent à trois des collaborateurs de ladite société concurrente. L'espionnage paraît flagrant. Mais quel en était l'objectif ?

En bon limier, il renifle immédiatement la contrefaçon de site, sport favori des amateurs de délinquance informatique. Reste à identifier le site contrefacteur. « Un jeu d'enfant : il suffit de se connecter à *Internic*, le répertoire des noms de domaines. » Un nom homonyme est bien enregistré. Cap sur la page d'accueil. Rien de suspect en apparence. « Il m'a fallu utiliser une astuce d'informaticien, indique-t-il, consistant à accéder aux pages planquées dans le site. » L'enquêteur n'a pas perdu son temps. Des pans entiers de « métatags », ces mots clés qui identifient l'entreprise dans les moteurs de recherche, sont rigoureusement identiques à ceux de la société espionnée. Les pirates avaient visité les codes sources de leur proie. La contrefaçon peut être établie, preuves à l'appui. Au vu du rapport d'enquête et devant la menace d'une action judiciaire, le contrefacteur a préféré négocier un arrangement financier.

■ **Laurence Moatti Neuer**

MELUN (77) : DOCTEUR ÈS FILATURES

Des privés diplômés

Une seule fac délivre un diplôme d'agent privé de recherche, l'annexe de Paris-II Assas. Une formation juridique pour éviter les bavures ?

« Le niveau intellectuel des étudiants augmente chaque année », apprécie Christian Borniche, cofondateur avec Marc Gjidara de la formation universitaire dispensée à Melun, l'annexe de Paris-II Assas. C'est la seule fac de France à délivrer, depuis cinq ans, un diplôme d'agent privé de recherche. Le fils du célèbre policier et détective Roger Borniche souhaite par cette formation « revaloriser la profession et encadrer son exercice ». La sélection commence donc à l'entrée. Le critère, pour y être admis, c'est la motivation. « Nous éliminons d'emblée les mégalos qui viennent parce qu'ils pensent que le monde va leur appartenir », souligne Alix Tilloy, responsable administrative du diplôme. Sur les 50 candidats présélectionnés pour l'année 2001-2002, 20 ont été retenus. Ils ont en moyenne entre 25 et 30 ans. Caroline, 22 ans, qui habite Cergy, a un deug de droit.

« Ce que j'aime avant tout, indique-t-elle, c'est la recherche, surtout quand elle aboutit à révéler une erreur judiciaire. »

Murielle, elle, est une exception. Cette aventurière de 50 ans a usé pas mal de métiers – libraire, laborantine, ambulancière... – avant de se décider à suivre cette filière, dont elle a découvert tardivement l'existence. Détective privé, elle y avait souvent songé, « pour le côté indépendant et aventureux, le plaisir de l'enquête et l'excitation de rechercher des gens », mais sans savoir comment s'y prendre pour entrer dans le métier. Installée aujourd'hui à Champagne-sur-Seine, en Seine-et-Marne, elle travaille pour plusieurs cabinets, dont celui de Didier Rauch, à Orly.

A Melun, l'apprentissage de la filature et des techniques d'investigation est peu de chose à côté du droit, matière clé dispensée aux Marlowe en herbe. Car il faut savoir jusqu'où aller trop loin tout en restant

dans la légalité. Légalité indispensable pour traquer l'espion industriel, le concurrent malveillant, le débiteur volatilisé, le salarié indélicat et, même, l'époux volage. Bertrand, chargé d'enquêter sur la solvabilité d'un ex-époux qui refusait de payer sa pension alimentaire, avait eu un geste de trop : il a photographié le suspect à son insu en train d'embrasser une jeune femme. « Cet aspect appartient à la vie privée de monsieur X qui n'a plus de devoir de fidélité à l'égard de son ex-épouse », lui a rappelé un membre du jury avant de lui délivrer son diplôme de directeur d'enquête.

Devenir directeur d'enquête, c'est le must pour les étudiants. Le sésame pour diriger un cabinet privé ou un service d'enquête au sein d'une entreprise. Les conditions ? Deux années d'études, 400 heures d'investigations sur le terrain et la rédaction d'un rapport béton. Le candidat doit égale-

ment affronter le jury pour un grand oral à la sauce Borniche : « Comment connaître l'organigramme d'une société ? Que trouve-t-on aux

hypothèques ? Qui vous dit que cette personne n'est pas propriétaire de son appartement ? ... La légitimité du rapport d'enquête, c'est l'alpha et l'oméga de la crédibilité du privé. Qui revendique, haut et fort, la noble qualité d'auxiliaire de justice. Sans en avoir le statut.

■ **L. M. N**

A Melun, l'apprentissage de la filature est peu de chose à côté du droit.

► A Melun (77)

Effectif : une vingtaine d'étudiants par cursus. Coût d'une année de scolarité : 1 250 € (demandeurs d'emploi et candidats à titre individuel), 1 850 € (salariés), 2 310 € (prise en charge par l'entreprise ou par un organisme de formation) + inscription : 240 € environ. Directeur d'enquête (2 ans d'étude) : 1 550 € et 2 310 €. Cours : vendredi soir et samedi.

► A Franconville (95)

L'Institut de Formation des Enquêteurs privés (Ifep) dispense un enseignement en 6 mois par correspondance (1 500 € environ).